

La coupe du monde de football met en avant le Brésil : d'abord ses problèmes, et ceux des émergents en général

Mardi dernier, ce sont des scènes d'émeutes d'une grande violence qui ont rappelé au monde la réalité du Brésil. A moins de huit semaines de l'organisation de la coupe du monde de football, la constatation d'une ambiance de guerre civile à Rio – et même précisément dans le quartier de tourisme de Copacabana – a de quoi alarmer. La très malheureuse défense de la grosse opération commerciale par Michel Platini, le président de la fédération internationale de football en a même rajouté sous forme de reconnaissance de l'ampleur des questions. Il a affirmé que si la population *«pouvait attendre au moins un mois avant de faire des éclats sociaux, ce serait bien pour l'ensemble du Brésil et pour la planète football.»* On lit bien « attendre » et pas « régler ».

Intervenant en même temps que la grève de la chaussure en Chine, qui a paralysé les productions de Nike, d'Adidas, de Converse et de Reebok (entre autres), l'émeute de Rio pose des questions qui ne sont pas seulement sociales, morales ou politiques. Elle pose la question, sur ces plans mais aussi sur celui de l'économie qui lui est liée, du modèle de la croissance émergente de la première partie de la décennie 2000.

Panem et circenses ? Ils veulent du pain

Le Brésil est la 7ème économie mondiale, juste derrière le Royaume Uni, et compte une population de près de 200 millions d'habitants, pour un produit intérieur brut par tête de 10.500 dollars, le tiers de celui des Français ou des Allemands, mais 50 % de plus que celui des Chinois. Cette richesse relative est cependant mal partagée, puisque plus de 15 % des brésiliens vivent sous le seuil de pauvreté.

La réussite économique globale, comme ce constat de répartition déséquilibrée sont en quelque sorte le bilan des années Lula. Président de 2003 à 2011, il a su profiter

de l'assainissement économique mené par le gouvernement précédent et d'une conjoncture extrêmement favorable pour ses exportations de matières premières. Des grands chantiers et plus de redistribution des richesses créées ont développé une classe moyenne. La réduction des inégalités a été réelle, passant notamment par l'instauration d'un salaire minimum et d'allocations familiales, mais limitée finalement à un premier cercle.

Depuis maintenant plus d'un an la contestation monte sur deux tranches de population. En premier lieu de cette classe moyenne créée qui réagit un peu comme les plus faibles des pays riches, se plaignant en particulier du coût de la vie ou de la mauvaise qualité des services publics. Elle avait justement pris la coupe du monde de football et ses investissements pour cibles en juin dernier, dans un mouvement responsable, non violent et finalement réformiste. Mais elle avait été rejointe de façon plus dure par la deuxième classe entrant dans la contestation, celle des laissés-pour-compte, qui s'est rappelée aux gouvernants la semaine dernière.

D'un côté, ceux qui accèdent à un certain niveau de vie et qui le défendent, de l'autre ceux qui ne peuvent supporter de ne pouvoir espérer y accéder. Et le symbole de la révolte est celui des jeux du cirque (le football, puis les jeux olympiques) : ils préfèrent du pain.

Le modèle de rente des exportations a tourné court

C'est la panne de croissance qui a mis en évidence le problème du modèle social. Le rebond post-récession de 2010 (7,5 % de hausse du produit intérieur brut) a laissé place à une tendance molle qui pourrait durer une décennie ou même davantage selon les organismes internationaux. Le rythme moyen de 2 % par an qui est prévu

est insuffisant par rapport aux besoins de simple maintien des équilibres, qui est fixé au minimum à 3,5%.

Evidemment, les déficits sont la conséquence directe de cette croissance faible, la dépréciation de la monnaie entraînant les effets en cascade : inflation, hausse des taux d'intérêt. Le taux de chômage réduit (de 5,4 % sur le panel officiel de population active) ne casse pas l'effet boule de neige négatif.

Au bilan, on constate que le miracle Lula, qui visait à un développement interne tout en affranchissant le pays des besoins de capitaux étrangers, était pour sa plus grande part une exploitation de l'exportation de matières premières. La flambée entretenue par la croissance émergente en générale et, pour une grande part par la Chine, a dopé un moment le pays et a permis incontestablement des réformes, mais n'a pas assuré leur équilibre dans la durée.

Une dépendance accrue à la politique monétaire américaine

Le Brésil est un peu représentatif des économies émergentes qui, privées d'une manne un peu artificielle et ayant dû sacrifier de la compétitivité au bien-être de leurs populations (en tout cas d'une partie), se retrouvent plus dépendants que jamais de la politique monétaire américaine. A un point tel que la très prudente diminution des injections par la Federal Reserve a suffi pour les fragiliser très sévèrement.

La mesure des problèmes se trouve dans les finances publiques, avec un déficit de près de 3,5 % du PIB, provenant de la détérioration du solde primaire (avant service de la dette), mais aussi du renchérissement du service de l'endettement laissé par Lula du fait de la hausse des taux que doit accepter le pays. Avec une dette représentant près de 70 % de son PIB, le Brésil se situe au double de la norme des pays émergents. Le déficit de la balance courante va représenter cette année plus de 3,5 % du PIB. Une inflation de plus de 6 % se comparant avec un objectif de 4,5 % conclue un tableau qui a justifié un abaissement de BBB à BBB- de la note de la dette publique attribuée par Standard & Poor's.

La fin des BRICS, une ère de croissance molle pour les émergents, mais des atouts spécifiques

Que peut-on conclure de ce miracle économique qui, comme tous les miracles économiques avait beaucoup du mirage ?

En premier lieu, les BRICS ont éclaté. L'Inde et la Chine ont des modèles liés à la productivité : elles traversent une crise (la première surtout) qui va être durable, qui impliquera des révisions à la baisse des taux de croissance, mais ne la remet pas en cause. Il en est différemment pour le Brésil, l'Afrique du Sud et la Russie. Hétérogènes sur le plan économique, les BRICS ne pourront plus constituer un contrepouvoir géopolitique au G7.

En second lieu, le modèle de croissance des pays émergents a tourné. Bien sûr, chaque cas est différent, mais un géant comme le Brésil montre que leur conjoncture économique est engagée de façon très durable dans des taux de croissance faibles, finalement peu supérieurs à ceux des grandes économies.

Enfin, et de façon un peu paradoxale, il faut souligner les atouts du Brésil dans cet environnement plus difficile. La crise actuelle est une crise de croissance que ses atouts propres, bien sûr ses réserves, son agriculture, mais aussi son industrie et, surtout, sa démographie vont lui permettre de régler. Bien sûr, il va falloir attendre, investir dans les infrastructures et les services publics, mais, de même que le Brésil illustre le tournant négatif pour les émergents, il pourrait être celui qui prendra, dans quelques années la tête d'un redressement durable.